

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCPE LE Mée SARL

EDP RENEWABLES FRANCE HOLDING
25 quai Panhard et Levassor
75013 Paris

Références : -
Code AIOT : 0010011960

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2025 dans l'établissement SOCPE LE Mée SARL implanté Les Terrres de Mée - Pompellion 36150 Vatan. L'inspection a été annoncée le 31/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCPE LE Mée SARL
- Les Terrres de Mée - Pompellion 36150 Vatan
- Code AIOT : 0010011960
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien du Mée, exploité par la SOCPE Le Mée SARL, est composé d'un poste de livraison électrique, ainsi que de trois aérogénérateurs Alstom, d'une puissance unitaire de 3 MW, présentant une hauteur totale en bout de pale de 140 m et un diamètre de rotor de 100 m.

Le parc est situé sur la commune de Vatan au nord-est du département de l'Indre, il a été mis en service le 1^{er} octobre 2010.

L'antériorité et le bénéfice des droits acquis ont été accordés par le Préfet de l'Indre le 22 mai 2013.

Les activités du parc éolien du Mée sont encadrées par la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et elles sont soumises au régime de l'autorisation.

Le site est également encadré par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 25 novembre 2019, pris notamment suite à la chute d'une éolienne du parc éolien de la Mardelle à Guigneville (45) du même modèle que celles exploitées par l'établissement.

L'exploitation du parc éolien du Mée est gérée par la société EDP Renewables qui assure également l'exploitation des 3 autres parcs éoliens suivants :

- parc éolien de Pièce de Vignes à Liniez (4 aérogénérateurs) ;
- parc éolien de Petite Pièce à Liniez (1 aérogénérateur) ;
- parc éolien des Blés d'Or à Vatan (3 aérogénérateurs).

Le parc éolien des Blés d'Or et le parc éolien du Mée ayant été construits dans le même prolongement et mis en service en même temps, la société EDP Renewables gère ces deux installations comme un seul et unique parc.

La maintenance du parc est principalement réalisée par la société TALVEG Wind.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	60 jours
4	Affichage public	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours
5	Affichage public	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	60 jours
11	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Émission sonores	Arrêté Préfectoral du 25/11/2019, article Titre IV – Art. 2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	Biodiversité	Lettre du 17/11/2021	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Balisateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
3	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
6	Formation et exercices	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
7	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Sans objet
8	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
9	Situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Maintenance	Arrêté Préfectoral du 25/11/2019, article Titre II – Art. 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Voie d'accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le chemin permettant l'accès aux aérogénérateurs est parsemé de nombreuses cavités plus ou moins importantes engendrant des retenues d'eau en période de pluies. Les plateformes des aérogénérateurs sont carrossables. La végétation aux abords du chemin et des plateformes est contenue. L'exploitant indique qu'une commande a été passée pour reboucher les trous et ainsi reprofiler le chemin. Il indique être dans l'attente de l'intervention de l'entreprise.

Constat : le chemin d'accès aux aérogénérateurs n'est pas correctement entretenu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité balisage
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L.6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Vu les balisages diurnes opérationnels sur l'ensemble des aérogénérateurs le jour de l'inspection. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Le jour de l'inspection les accès au poste de livraison électrique et à l'aérogénérateur 1 (LME 4) visités étaient fermés à clef.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Affichage public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Identification mât
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le numéro affiché au-dessus de l'aérogénérateur n°1 (LME 4). Le numéro affiché ne correspond pas à celui enregistré sur OREOL (E1).</p> <p>Constat : les numéros affichés sur les aérogénérateurs ne correspondent pas à ceux enregistrés sur OREOL.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Affichage public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneau d'information
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

<p>Constats :</p> <p>Vu, pour l'éolienne n°1, le panneau d'information des tiers avec les mentions attendues. Ce panneau est scellé dans un petit massif béton posé directement sur le sol et lors de la visite d'inspection ce dernier se trouvait allongé sur le sol, face lisible contre terre, vraisemblablement renversé par le vent.</p> <p>Constat : les panneaux d'informations ne sont pas toujours lisibles pour les tiers passant sur le chemin d'accès.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 6 : Formation et exercices

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Qualification du Personnel</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le plan de prévention du parc avec la liste des attestations requises pour les intervenants et les différentes consignes de sécurité. L'exploitant dispose d'une plateforme informatique permettant le suivi des formations du personnel intervenant sur le site, notamment pour les techniciens de la société TALVEG Wind (maintenancier du parc). Ainsi, les dates de validité des attestations sont mentionnées et des mails automatiques sont générés pour programmer les nouvelles formations. Les entreprises extérieures intervenants sur le site doivent fournir les attestations du personnel en amont et les techniciens doivent signer le plan de prévention. Quand une intervention doit être réalisée sur le site, le responsable d'exploitation reçoit un mail généré automatiquement, avec notamment le nom des intervenants, ce qui permet de contrôler en amont que le personnel dispose des habilitations adéquates.</p>

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, Essais annuels des arrêts

Prescription contrôlée :

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Vu les rapports de TALVEG Wind, pour les 3 aérogénérateurs, avec vérification des équipements de mise à l'arrêt (rapports datés du 11/08/2025, du 10/09/2025 et du 29/10/2025).
Vu la consignation des résultats des tests sur l'outil GMAO de l'exploitant.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides et du mât

Prescription contrôlée :

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Constats :

Vu pour l'éolienne 1 (LME4), les 2 rapports derniers rapports de contrôle du 7/12/2023 et du 4/12/2024.
L'exploitant indique que chaque année le serrage des brides est contrôlé à 100 % par le test ping (marteau) et tous les 3 ans, 10 % des brides sont vérifiées avec une clé pour un serrage au couple, les 90 % restants étant vérifiés avec le test ping.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens d'alertes
Prescription contrôlée : <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : <p>Vu la fiche réflexe fonctionnement anormal de l'installation détaillant les procédures à suivre dans les 3 cas possibles de détection d'un fonctionnement anormal (par un technicien du site, par un tiers ou depuis le centre de contrôle)</p> <p>L'organisation retenue par l'exploitant permet de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur et de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, Extincteurs
Prescription contrôlée : <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
Constats : <p>Vu la présence d'un extincteur dans le pied de l'éolienne 1 (LME4).</p>

Ce dernier a été contrôlé par un organisme agréé depuis moins d'un an.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de la présence de glace
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.</p> <p>Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p> <p>Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la détection de glace est réalisée par l'intermédiaire de l'anémomètre situé sur le dessus de la nacelle.</p> <p>Vu le document interne du 30/09/2024 (GD-EU-O&M-CM-GUID-00001_Basic Guide for Wind Turbine Operations depending on conditions with the presence of Ice on Blades_V3) qui identifie les procédures à suivre en cas de présence de glace.</p> <p>Vu l'annexe 1 du document qui identifie les aérogénérateurs à risques du groupe EDP en cas de présence de glace. Les aérogénérateurs du parc éolien du Mée ne sont pas identifiés comme "à risques".</p> <p>L'exploitant explique que les éoliennes "à risques" sont celles qui sont situées à proximité de voies de circulation susceptibles de recevoir des projections de glace.</p> <p>Ainsi, pour les autres éoliennes, l'exploitant indique qu'il n'envoie pas systématiquement des techniciens pour s'assurer de l'absence de glace avant de redémarrer.</p> <p>L'exploitant indique procéder à des vérifications à distance avant de redémarrer les machines pour s'assurer qu'aucun intervenant n'est présent sur le site (vérification grâce aux mails d'entrée/sortie envoyés automatiquement à chaque intervention en machine).</p> <p>Le document transmis par l'exploitant, rédigé en anglais, ne permet pas de conclure que les aérogénérateurs sont systématiquement arrêtés en présence de glace, il ne permet pas de définir les critères permettant de relever les conditions de formation importante de glace, ainsi que les critères de redémarrage.</p>

Constat : les conditions de détection de formation importante de glace et la procédure associée de redémarrage des aérogénérateurs ne sont pas clairement définies.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Il transmet un document, en français, permettant notamment : <ul style="list-style-type: none"> • de définir les critères de détection de glace, notamment lors de formation importante devant générer systématiquement un arrêt ; • de définir les conditions de redémarrage, notamment lors de la présence importante de glace.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 12 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2019, article Titre II – Art. 6
Thème(s) : Risques accidentels, Diode by-pass et contrôle semestriel des batteries
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant procède tous les 6 mois à des contrôles, portant notamment sur les tests du voltage et de la résistance interne des batteries ainsi que sur la vérification du courant de charge, selon la procédure détaillée en annexe 6 du rapport de remise en service du 22 mars 2019 susvisé. Il procède également à la vérification du bon fonctionnement des diodes by-pass. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Vu les rapports intitulés "Pitch diode system check-list" en dates du 14/03/2025 et du 25/08/2025. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Émission sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2019, article Titre IV – Art. 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des émergences
Prescription contrôlée : [...] En cas de dépassement des seuils réglementaires définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel du

<p>26 août 2011 susvisé, l'exploitant établit et met en place dans un délai de 3 mois un nouveau plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'émergences supérieures aux valeurs admissibles. Il s'assure de son efficacité par un nouveau contrôle dans un délai de 6 mois après la mise en œuvre de ce nouveau plan de fonctionnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle des émissions sonores réalisé du 21 décembre 2020 au 20 janvier 2021 avait relevé des dépassements des seuils réglementaires au niveau d'un des points de contrôle.</p> <p>Un nouveau plan de bridage a été mis en place courant 2022.</p> <p>Pour s'assurer de l'efficacité de ce nouveau plan de bridage, un nouveau contrôle des émissions sonores a été réalisé du 28 mars au 28 avril 2025, au niveau du point de contrôle qui avait fait l'objet de dépassement en 2021 et au nouveau d'un second point qui n'avait pas été vérifié lors du contrôle précédent.</p> <p>Vu le rapport 24-20-60-00433-01-B-KBO réalisé par VENATHEC qui conclut au non dépassement des seuils réglementaires pour les 2 points contrôlés.</p> <p>Constat : suite au contrôle des émissions sonores réalisé du 21 décembre 2020 au 20 janvier 2021, l'exploitant n'a pas respecté les délais réglementaires pour la mise en place d'un nouveau plan de fonctionnement et pour la mise en place d'un nouveau contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 14 : Biodiversité

<p>Référence réglementaire : Lettre du 17/11/2021</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Au vu de ces résultats, vous avez proposé la modification des critères d'application du bridage suivante :</p> <p>1/ du 15 avril au 31 mai inclus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas de vitesse de vent inférieure ou égale à 6 m/s ; - et en cas de température supérieure à 10°C ; <p>le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté 30 minutes avant le coucher du soleil et sur une durée de 6 heures ;</p>

2/ du 1er juin au 31 juillet inclus :

- en cas de vitesse de vent inférieure ou égale à 6 m/s ;
- et en cas de température supérieure à 15°C ;

le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté 30 minutes avant le coucher du soleil et sur une durée de 7 heures ;

3/ du 1er août au 31 août inclus :

- en cas de vitesse de vent inférieure ou égale à 7 m/s ;
- et en cas de température supérieure à 15°C ;

le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès le coucher du soleil et sur la nuit entière ;

4/ du 1er septembre au 30 septembre inclus :

- en cas de vitesse de vent inférieure ou égale à 6 m/s ;
- et en cas de température supérieure à 13°C ;

le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté dès le coucher du soleil et sur la nuit entière ;

5/ du 1er octobre au 15 octobre inclus :

- en cas de vitesse de vent inférieure ou égale à 6 m/s ;
- et en cas de température supérieure à 10°C ;

le fonctionnement de tous les aérogénérateurs du parc est arrêté 30 minutes après le coucher du soleil et sur une durée de 5 heures.

[...]

Constats :

Vu les arrêts pour bridage chiroptère en date du 15/04 et du 14/10/2025.

L'exploitant n'a pu apporter la preuve que les paramètres enregistrés correspondaient à ceux validés par la lettre préfectorale du 17/11/2021.

L'exploitant indique qu'avec son application informatique, il n'est pas en mesure de présenter les paramètres appliqués en fonction des périodes de bridage. Il explique que les critères sont programmés pour chaque période et que la période de bridage étant terminée depuis le 15 octobre, il lui est impossible, avec son outil, de présenter les paramètres enregistrés sur les différentes périodes.

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne application des critères en fonction de différentes périodes de bridage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours